

# CES FAKE NEWS QUI GANGRÈN

Les fausses infos déferlent sur nos sociétés comme la pauvreté sur le monde. En cause : la force de frappe des réseaux sociaux et le discrédit des « autorités ».

Isabelle Philippon (CSCE)

**R**aymond Cubombet, un agriculteur de 57 ans vivant dans l'Aveyron, téléphone à sa femme pour la prévenir qu'il part « pour la scierie ». La DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure, chargée du renseignement) intercepte la conversation, et comprend que l'homme part « pour la Syrie » afin d'y faire le jihad. Quelques minutes plus tard, l'homme barbu – il a la gueule de l'emploi – est arrêté au volant de sa voiture. (Feu-)Philippe Moureaux s'est converti à l'Islam. Emmanuel Macron a un compte offshore aux Bahamas. La masturbation va être enseignée aux écoliers français, dès l'âge de 4 ans, et l'enseignement de la langue arabe sera obligatoire en primaire. Costa-Gavras, le célèbre cinéaste franco-grec est décédé le 30 août dernier, à l'âge de 85 ans. Quelques semaines plus tôt, le 15 juillet, 89 personnes ont trouvé la mort dans le centre de Paris, victimes des émeutes qui ont éclaté dans la foulée de la victoire de l'équipe de France à la Coupe du monde de football. Les vaccins tuent plus qu'ils ne sauvent. Neil Armstrong n'a jamais mis un pied sur la Lune.

**Les fake news constituent, par bien des égards, un outil de cohésion plus efficace que la vérité.**

Le point commun entre toutes ces « infos » ? Elles sont fausses. C'est ce qu'on appelle des *fake news*. Encore que : la *fake news* ne jouit pas d'une définition unanimement acceptée. L'Académie française lui préfère l'appellation d'« infox », qu'elle définit comme une info fautive ou biaisée, sciemment diffusée pour en retirer un profit pécuniaire ou politique. Chez

nous, Alexander De Croo, ministre (Open VLD) de l'Agenda numérique, la définit comme « une information volontairement fautive dans le but de déstabiliser une personne, une organisation, ou de pousser à la polarisation d'une société ». Et en France, le texte de loi contre la manipulation de l'information, voté cet automne par l'Assemblée nationale (mais rejeté par le Sénat), la définit en substance comme « une information délivrée par des médias téléguidés par des puissances étrangères visant à la déstabilisation en période électorale ». Le simple canular, a priori, ne rentre donc pas dans la catégorie des *fake news*. Pourtant, il peut avoir des conséquences pernicieuses lorsque ceux qui y croient se sentent renforcés dans leurs certitudes ou leurs tentations paranoïaques. D'autant plus que ces affabulations, lorsqu'elles viennent conforter un état d'esprit, ne s'effacent pas de cet esprit lorsqu'elles sont démenties, et que ceux qui les contredisent sont, à leur tour, taxés de menteurs. Bref, démentez, démentez, il en restera toujours quelque chose...

## Un cercle vicieux

Les « infox » ont donc souvent une durée de vie plus longue que méritée et, surtout, davantage d'audience et de crédit. Il y a deux mille ans déjà, Virgile tempêtait contre la rumeur qui, « de tous les maux est le plus vélocé, son mouvement fait sa force et sa marche accroît sa puissance ». Mais il n'avait évidemment pas imaginé que la vélocité et la puissance de la mésinformation atteindraient de tels sommets, notamment (surtout) grâce aux nouvelles technologies de la communication. Plus de 5 milliards d'utilisateurs individuels de téléphones portables (68% de la population mondiale) et 4 milliards d'internautes : une marée irréversible, d'une puissance ravageuse. Et qui, de surcroît, déferle sur une

époque marquée par le discrédit des « autorités » politiques, scientifiques, intellectuelles, journalistiques.

La méfiance envers les « experts » pousse beaucoup d'internautes à porter davantage de crédit aux infos qu'ils trouvent en ligne, sur les réseaux sociaux, qu'à celles diffusées par les canaux « officiels », autorités publiques et presse professionnelle. Ainsi que l'a montré une étude du Massachusetts Institute of Technology (MIT) publiée au printemps 2018 dans le magazine *Science*, les *fake news* sont plus « likées » que les autres, davantage retweetées, et plus vite (1). Sur les réseaux sociaux, elles en viennent ainsi à écraser la vérité. Plus grave encore : les journalistes professionnels, ceux qui font pour tant profession de vérifier les infos et de les recouper, pris comme ils le sont au piège de la rapidité et de la chasse au scoop, tombent parfois eux-mêmes dans le panneau. Ainsi, la prétendue mésaventure de cet Aveyronnais intercepté alors qu'il se rendait à la scierie a été publiée dans la version papier de plusieurs titres de presse, dont *Le Soir* qui, citant sa source, a été jusqu'à confondre « *La Dèche du Midi* » (évident canular) avec *La Dépêche du Midi* !

## Des « infox » lourdes de conséquences

Quand l'histoire se conclut par un petit laïus sur l'importance de faire sérieusement son boulot de journaliste, sur la nécessité de ralentir pour trier le vrai du faux, l'important de l'anecdotique, sur l'impérieuse obligation de prendre ses distances avec les réseaux sociaux dominés par l'écume du bruit et l'insignifiance, passe encore.

Mais parfois, les *fake news* ont de lourdes conséquences. Sanitaires : en Italie, depuis que Matteo Salvini a donné du crédit à une théorie accusant les vaccins de provoquer

# ENT LES ESPRITS ET LA SOCIÉTÉ



l'autisme, le nombre d'enfants vaccinés a chuté de façon inquiétante. Sociétales : la rumeur, propagée sur les réseaux sociaux, selon laquelle des musulmans empoisonneraient la nourriture des bouddhistes a entraîné de violents heurts interreligieux au Sri Lanka.

Et politiques. Les populistes le savent bien, qui utilisent les *fake news* non seulement comme un formidable outil de propagande, mais aussi comme un véritable vecteur de cohésion sociale : les absurdités constituent, par bien des égards, un instrument organisationnel plus efficace que la vérité. En les assénant à des citoyens désarmés, pour qui la véracité des faits pris un à un compte moins que le message « dans son ensemble », qui rejoint leurs propres perceptions, craintes et doutes, les démagogues font mouche, et leurs fables laissent une trace durable. Ce n'est pas Donald Trump qui nous contredira, lui qui joue des *fake news* comme d'un hochet, délivre des contre-vérités à la chaîne, et retourne les accusations de mésinformation portées contre lui par les grands médias et les scientifiques contre ces derniers.

## La démocratie des crédules

Un peu partout, aux échelons national et supranational, au sein des groupes de presse, des entreprises privées, des ONG, des institutions européennes, des unions professionnelles de radio-télévision, on s'échine à mettre en place des mécanismes censés garantir le sérieux des informations diffusées par les médias, en ce compris – surtout – par les nouveaux médias sociaux que constituent les plateformes tels Facebook, Twitter ou Youtube, gros vecteurs de fausses infos. Des *fact checkers* (vérificateurs d'infos) attirés tentent de faire la part du vrai et du faux. Même Facebook qui, pendant longtemps, a claironné qu'en tant que simple « moyen de transport » des informations il ne lui appartenait pas de les trier, sollicite à présent ses algorithmes pour repérer les news douteuses et leur donner

moins de visibilité. Mais ces tentatives de « blanchiment » de l'info ne s'avèrent pas efficaces pour lutter contre la « démocratie des crédules » dénoncée par le sociologue français Gérald Bronner (2) (lire en p.88).

## Trois remèdes

Contre la mésinformation, il n'y a que trois remèdes potentiellement efficaces, qu'il faudrait administrer conjointement.

**Un** : soutenir une presse professionnelle, de qualité, éthique, variée, pluraliste. Cette presse est en voie d'extinction, de la faute même de ces réseaux sociaux qui détournent les recettes publicitaires qui, hier, finançaient les médias. Non contentes de phagocyter la pub, les plateformes pompent les infos publiées dans les médias traditionnels – c'est le cas par exemple de Google, qui reprend des extraits de presse pour alimenter son fil d'actualités -, dont ils monétisent le partage auprès d'annonceurs, et ce sans rémunérer d'un cent les fournisseurs de ces contenus ! Seul un partage équitable de la valeur créée par l'information évitera de nouvelles coupes claires dans les salles de rédaction, et rendra aux journalistes les moyens d'exercer leur rôle, essentiel au pluralisme et à la qualité de l'info.

Mais voilà : l'été dernier, les euro-députés ont voté contre la directive « droit d'auteur » qui aurait contraint les multinationales du Net à rétribuer les producteurs d'infos. Les politiques européens se sont inclinés face au lobby intense, féroce, caricatural des géants du Net, à qui la moindre petite remise en cause de leur *business model* fait sortir les crocs.

**Deux** : imposer la transparence économique aux plateformes. Savoir qui

paie  
qu'o i

à Facebook, Twitter, Youtube et consorts, et pour diffuser quelles « infos » à destination de quels publics est le préalable à toute lutte concrète contre la manipulation des nouvelles.

Mais voilà : en novembre dernier, la Commission s'est inclinée devant le « code de pratique » aussi peu contraignant qu'invérifiable produit par les plateformes (lire en p.82).

**Trois** : renforcer les compétences médiatiques des citoyens. Pour lutter contre la désinformation, il faut promouvoir l'éducation aux médias pour tous : c'est plus urgent et important que d'exiger la transparence des algorithmes. Que les citoyens fassent la différence entre le *Gorafi* et le *Figaro*. Qu'ils se rendent compte que les articles diffusés sur le site « Nord Presse » sont des faux.

Mais voilà : encore faut-il qu'ils renoncent à croire, aussi, aux fables qui accèdent leur « ressenti ». Et cela, c'est une autre affaire... □

(1) <https://www.sciencemag.org/news/2018/03/fake-news-spreads-faster-true-news-twitter-thanks-people-not-bots>

(2) *La démocratie des crédules*, Gérald Bronner, Puf Editions, 2013.